



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 71.915/2/V
du 17 août 2022

advies 71.915/2/V
van 17 augustus 2022

sur

over

un avant-projet de loi 'portant
des dispositions diverses en
matière de soins de santé'

een voorontwerp van wet
'houdende diverse bepalingen
inzake gezondheidszorg'

Le 13 juillet 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 29 août 2022, sur un avant-projet de loi 'portant des dispositions diverses en matière de soins de santé'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 17 août 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Bernard BLERO et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Ambre VASSART, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 août 2022.

*

Op 13 juli 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 29 augustus 2022 een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende diverse bepalingen inzake gezondheidszorg'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 17 augustus 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Ambre VASSART, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 augustus 2022.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

1. Les articles 3, 11 et 24 de l'avant-projet règlent respectivement l'entrée en vigueur de l'article 2, du chapitre 1^{er}, section 2, et du chapitre 2 de l'avant-projet.
2. Lorsque des dates d'entrée en vigueur spécifiques sont prévues ou envisagées pour certaines dispositions, il se recommande de placer à la fin de l'acte un article relatif à l'entrée en vigueur dans lequel, d'une part, il est énoncé expressément que l'acte entre en vigueur le dixième jour qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*¹ et, d'autre part, il est précisé que sont exceptées de cette règle générale les dispositions appelées à avoir une date d'entrée en vigueur spécifique, en citant l'ensemble des articles qui fixent une telle date, ainsi que les articles pour lesquels une habilitation est prévue aux fins de la déterminer².
3. Par ailleurs, les articles 11 et 24 chargent le Roi de fixer la date d'entrée en vigueur des dispositions concernées de l'avant-projet.

Les prérogatives du législateur seraient mieux respectées si une date limite était prévue, à laquelle l'avant-projet entrerait en vigueur sans que le Roi ne doive intervenir³.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 2

La modification serait plus adéquatement rédigée dans sa version française si elle prévoyait que « le membre de phrase ' , les hygiénistes bucco-dentaires' est inséré entre les mots 'les diététiciens' et les mots 'et les podologues' ».

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Article 4, alinéa 2, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 157, b), et formule F 4-5-4.

³ *Ibidem*, recommandations n°s 154 à 154.1.2 et formule F 4-5-2-4.

Article 4

Dans la phrase liminaire, la mention d'un « alinéa 1^{er} » sera omise, la disposition modifiée étant constituée d'un seul alinéa.

Article 5

L'article 32 de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994 (ci-après : « la loi coordonnée »), a été modifié en dernier lieu par la loi du 18 mai 2022.

La phrase liminaire de l'article 5 sera adaptée en conséquence.

Article 9

1. L'article 118, alinéa 2, de la loi coordonnée a également été modifié par l'arrêté royal du 11 décembre 2013 'relatif au personnel des Chemins de fer belges'.

La phrase liminaire de l'article 9 sera adaptée en conséquence.

2. Les 2° et 3° en projet, tels qu'ils sont formulés, posent certaines difficultés pratiques. En effet, l'article 118, alinéa 2, a été modifié par le législateur à deux reprises :

– d'une part par la loi du 13 décembre 2006 'portant dispositions diverses en matière de santé', dont l'article 122 prévoyait qu'

« [à] l'article 118, alinéa 2, de la même loi, modifié par la loi du 24 décembre 1999, les mots '1° à 16° et 19°' sont remplacés par les mots '1° à 16°, 19° et 22°' » ;

– d'autre part par la loi du 26 mars 2007 'portant des dispositions diverses en vue de la réalisation de l'intégration des petits risques dans l'assurance obligatoire soins de santé pour les travailleurs indépendants', dont l'article 22 prévoyait pour sa part qu'

« [à] l'article 118, alinéa 2, de la même loi, modifié par la loi du 24 décembre 1999 et l'arrêté royal du 18 octobre 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les mots 'à l'article 32, alinéa 1^{er}, 1° à 16° et 19°' sont remplacés par les mots 'à l'article 32, alinéa 1^{er}, 1° à 16°, 19° et 21°' ;

2° Les mots 'à l'article 32, alinéa 1^{er}, 1° à 12°' sont remplacés par les mots 'à l'article 32, alinéa 1^{er}, 1° à 16°, 19° et 21°' ;

3° La dernière phrase est supprimée ».

L'article 22 de la loi du 26 mars 2007 n'a pas tenu compte de certaines modifications intervenues précédemment, ce qui implique une incertitude quant à la manière dont l'article 118, alinéa 2, première phrase, doit se lire et se comprendre en ce qui concerne le renvoi qui y est fait aux subdivisions de l'article 32, alinéa 1^{er}, de la loi.

Les constats suivants doivent également être faits en ce qui concerne les modifications subies par la deuxième phrase de l'article 118, alinéa 2, de la loi coordonnée :

– avant sa modification par l'article 68 de la loi du 24 décembre 1999 'portant des dispositions sociales et diverses', cette phrase était rédigée de la manière suivante : « Le choix des bénéficiaires visés à l'article 32, alinéa 1^{er}, 1° à 12°, détermine celui des personnes à leur charge » ;

– l'article 68 de la loi du 24 décembre 1999 y a remplacé le chiffre « 12° » par le chiffre « 16° » en manière telle que l'article 118, alinéa 2, de la loi coordonnée devait alors se lire comme suit : « Le choix des bénéficiaires visés à l'article 32, alinéa 1^{er}, 1° à 16°, détermine celui des personnes à leur charge » ;

– l'article 22, 2°, de la loi du 26 mars 2007 dispose comme suit : « À l'article 118, alinéa 2, de la [loi coordonnée], modifié par la loi du 24 décembre 1999 et l'arrêté royal du 18 octobre 2004, sont apportées les modifications suivantes : [...] 2° Les mots 'à l'article 32, alinéa 1^{er}, 1° à 12°' sont remplacés par les mots 'à l'article 32, alinéa 1^{er}, 1° à 16°, 19° et 21°' »⁴ ; il semble avoir été perdu de vue à cette occasion que la référence au 12° avait déjà été remplacée par une référence au 16° ; quoi qu'il en soit, l'article 118, alinéa 2, deuxième phrase, de la loi coordonnée devait alors se lire comme suit : « Le choix des bénéficiaires visés à l'article 32, alinéa 1^{er}, 1° à 16°, 19° et 21°, détermine celui des personnes à leur charge » ; telle est la version actuelle de cette disposition, dont la modification est envisagée par l'article 9, 3°, de l'avant-projet ;

– des bases de données de législation paraissent ne pas avoir tenu compte de ce que les signes et mot « 19° et 21°, » figurent dans cette disposition : ainsi, par exemple, la base de données *Justel* ne les mentionne pas.

Il se recommande dès lors de remédier à ces incertitudes en remplaçant l'article 118, alinéa 2, de la loi coordonnée, tel qu'il a été successivement modifié, par un dispositif dans lequel les renvois aux subdivisions de l'article 32, alinéa 1^{er}, de la même loi seront opérés de manière exhaustive et univoque.

Une observation analogue vaut pour l'article 121 de la loi coordonnée, que l'article 10 de l'avant-projet envisage de modifier.

Article 13

1. Le dispositif en projet habilite le Roi à établir les modalités relatives au traitement des données à caractère personnel dans le cadre de l'attribution d'une indemnité aux candidats

⁴ La modification apportée à l'article 118, alinéa 2, de la loi coordonnée par l'arrêté royal du 18 octobre 2004 ne concerne pas la deuxième phrase de cette disposition.

professionnels des soins de santé, ainsi qu'à leurs maîtres de stage, le service responsable de traitement des données étant toutefois déterminé par l'avant-projet à l'examen.

Or, conformément à l'article 22 de la Constitution, tout traitement de données à caractère personnel et, plus généralement, toute atteinte au droit au respect de la vie privée, sont soumis au respect d'un principe de légalité formelle.

Comme la section de législation a déjà eu l'occasion de le rappeler, en réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue ⁵.

Une délégation à un autre pouvoir n'est toutefois pas contraire au principe de légalité pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les « éléments essentiels » sont fixés préalablement par le législateur. Par conséquent, les « éléments essentiels » des traitements de données à caractère personnel doivent être fixés dans la loi elle-même. À cet égard, la section de législation considère que, quelle que soit la matière concernée, constituent, en principe, des « éléments essentiels » : 1°) les catégories de données traitées ; 2°) les catégories de personnes concernées ; 3°) la finalité poursuivie par le traitement ; 4°) les catégories de personnes ayant accès aux données traitées ; et 5°) le délai maximal de conservation des données ⁶.

La disposition à l'examen sera revue à la lumière de cette observation.

2. La disposition en projet habilite le Roi à fixer les conditions et les règles selon lesquelles une indemnité peut être accordée à toutes ou certaines catégories de candidats pharmaciens-biologistes cliniciens et aux maîtres de stage de ces candidats. D'après le commentaire de l'article, il s'agit, ce faisant, de supprimer la différence de traitement qui existait avec les médecins-biologistes cliniciens alors que les prestations effectuées par ces deux catégories de professionnels de soins de santé sont similaires.

Une habilitation au Roi est également prévue pour l'octroi d'une indemnité « aux candidats psychologues cliniciens, aux candidats orthopédagogues cliniciens et aux maîtres de stage » de ces candidats.

Il ressort du dispositif en projet qu'il s'agit de promouvoir la qualité du stage.

⁵ Voir notamment l'avis 68.936/AG/AV donné le 7 avril 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 14 août 2021 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique', observation n° 101 (*Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-1951/001, p. 119 ; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68936.pdf>).

⁶ *Ibidem*.

L'actuel article 55 de la loi coordonnée, que l'article 13 de l'avant-projet entend modifier, habilite le Roi, en ses paragraphes 1^{er} et 2, à fixer les conditions et les règles suivant lesquelles une indemnité peut être accordée à toutes ou certaines catégories de candidats médecins (généralistes ou spécialistes) ainsi que de maîtres de stage en médecine. Il en est de même pour ce qui concerne les maîtres de stage en dentisterie générale, en orthodontie ou en parodontologie.

Telle que la modification de l'article 55 précité est envisagée, il en résultera plusieurs différences de traitement entre les professionnels de soins de santé qui doivent accomplir un stage dans le cadre de leur formation comme cela ressort de la loi 'relative à l'exercice des professions de soins de santé', coordonnée le 10 mai 2015.

Ainsi, par exemple, aucune habilitation au Roi n'est envisagée en ce qui concerne l'octroi d'une indemnité en faveur de candidats praticiens de l'art dentaire.

Il en est de même pour les psychothérapeutes, qui ont l'obligation d'effectuer un stage en vertu de l'article 68/2/1 de la loi du 10 mai 2015, ainsi que pour leurs maîtres de stage.

Par ailleurs, il est constaté qu'alors que les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 55 de la loi coordonnée, dans sa version actuelle, ainsi que le paragraphe 1^{er}/1, introduit par l'article 13 de l'avant-projet, habilite le Roi à éventuellement ne viser que certaines catégories de candidats pour l'octroi d'une indemnité, l'article 55, § 2/1, en projet prévoit une habilitation au Roi qui concerne l'octroi d'une indemnité à l'ensemble des candidats psychologues cliniciens, des candidats orthopédaugues ainsi qu'à leurs maîtres de stage, sans distinction.

Si ces différences de traitement sont maintenues, il y aura lieu de les justifier au regard du principe d'égalité et de non-discrimination consacré par les articles 10 et 11 de la Constitution.

3. Comme il a été relevé, les paragraphes 1^{er}/1 et 2/1 en projet de l'article 55 de la loi coordonnée énoncent que les indemnités qu'ils règlent visent à « promouvoir la qualité du stage ».

Par ailleurs les mêmes paragraphes prévoient que les conditions et les règles que le Roi est habilité à fixer pour l'octroi d'indemnités comprennent « les modalités relatives au traitement des données à caractère personnel » des personnes concernées.

Ces précisions ne figurent pas dans les paragraphes 1^{er} et 2 existants de l'article 55.

Si l'intention est en ce sens que l'ensemble des indemnités prévues par l'article 55 sont destinées à promouvoir la qualité du stage, d'une part, et impliquent, d'autre part, le traitement de données à caractère personnel des candidats aux professions visées et des maîtres de stage concernés, il convient d'apporter également ces précisions dans les paragraphes 1^{er} et 2 de la disposition modifiée. Dans le cas contraire, l'auteur de l'avant-projet doit être en mesure de justifier les différences de régime qui résulteraient de la modification envisagée.

Article 18

Les termes « de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 » seront remplacés par les termes « de la même loi ».

Article 19

1. Le commentaire de l'article 19 précise notamment qu'

« [e]n vue de l'application de la procédure de suspension des remboursements en tiers payant (article 77sexies), tous les numéros des comptes bancaires dont un dispensateur de soins est titulaire peuvent être aussi obtenus ».

Or, aux termes de l'article 150/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet de la loi coordonnée, ce ne sont que « les données nécessaires à l'identification du titulaire du compte bancaire sur lequel les paiements de l'assurance obligatoire soins de santé sont effectués » qui peuvent faire l'objet de la demande auprès du point de contact central des comptes et contrats financiers de la Banque nationale de Belgique ou auprès d'un établissement de banque, de change, de crédit ou d'épargne, et non celles relatives à l'ensemble des comptes bancaires des dispensateurs de soins.

Le dispositif doit être réexaminé et, le cas échéant, adapté en conséquence.

2. En vertu de l'article 22 de la Constitution, de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et de l'article 6, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', des traitements tels que ceux prévus à l'article 150/1, § 1^{er}, en projet de la loi coordonnée doivent être encadrés par une réglementation claire et précise, dont l'application doit être prévisible pour les personnes concernées.

Il appartient de manière générale au législateur de définir de manière suffisamment précise sous quelles conditions et dans quelles circonstances le traitement de données à caractère personnel a lieu en fixant les éléments essentiels de ce traitement.

À cet égard, il apparaît en l'espèce que le délai de conservation des données bancaires obtenues par le personnel d'inspection du Service d'évaluation et de contrôle médicaux dans le cadre de sa mission de contrôle et en vertu de la disposition à l'examen est fixé par l'article 146^{ter} de la loi coordonnée.

Ce délai correspond au délai de conservation du dossier électronique, à savoir celui fixé par l'article 146^{ter}, § 3, alinéa 2, de la loi coordonnée :

« La conservation du dossier électronique est assurée pendant trente ans ou jusqu'à épuisement de toutes les voies de recours de toute procédure pendant laquelle se rapportent les données stockées sur ce support. Ce délai de conservation de trente ans concerne uniquement les dossiers ayant fait l'objet d'une procédure devant les organes visés aux articles 143 et 144. Pour les autres dossiers, le délai de conservation est limité à dix ans à compter de la clôture du dossier ».

La durée de conservation des données de respectivement trente ou dix ans doit reposer sur une justification pertinente, que l'auteur de l'avant-projet doit être en mesure d'apporter.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

1. De artikelen 3, 11 en 24 van het voorontwerp regelen respectievelijk de inwerkingtreding van artikel 2, van hoofdstuk 1, afdeling 2, en van hoofdstuk 2 van het voorontwerp.

2. Wanneer voor sommige bepalingen specifieke datums van inwerkingtreding worden vastgelegd of in het vooruitzicht worden gesteld, is het aanbevolen op het eind van de tekst een artikel betreffende de inwerkingtreding op te nemen waarin enerzijds uitdrukkelijk gesteld wordt dat de tekst in werking treedt op de tiende dag volgend op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*,¹ en anderzijds bepaald wordt dat die algemene regel niet geldt voor de bepalingen die een specifieke inwerkingtredingsdatum moeten krijgen, waarbij zowel alle artikelen waarin een dergelijke datum wordt vastgesteld als de artikelen waarvoor wordt voorzien in een machtiging ter vaststelling van die datum worden opgesomd.²

3. Voorts belasten de artikelen 11 en 24 de Koning met het vaststellen van de datum van inwerkingtreding van de betreffende bepalingen van het voorontwerp.

De prerogatieven van de wetgever zouden beter in acht worden genomen als een uiterste datum zou worden vastgesteld waarop het voorontwerp in werking treedt zonder dat de Koning iets hoeft te ondernemen.³

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Artikel 4, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’.

² *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 157, b), en formule F 4-5-4.

³ *Ibidem*, aanbevelingen 154 tot 154.1.2 en formule F 4-5-2-4.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 2

Het zou juister zijn in de Franse tekst de wijziging als volgt te formuleren: “le membre de phrase ‘, les hygiénistes bucco-dentaires’ est inséré entre les mots ‘les diététiciens’ et les mots ‘et les podologues’”.

Artikel 4

In de inleidende zin moet de vermelding “eerste lid” worden weggelaten aangezien de bepaling die gewijzigd wordt maar een enkel lid bevat.

Artikel 5

Artikel 32 van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994 (hierna: “de gecoördineerde wet”), is laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 mei 2022.

De inleidende zin van artikel 5 moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 9

1. Artikel 118, tweede lid, van de gecoördineerde wet is ook gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 december 2013 ‘houdende het personeel van de Belgische Spoorwegen’.

De inleidende zin van artikel 9 moet dienovereenkomstig worden aangepast.

2. De redactie van de ontworpen bepalingen onder 2° en 3° brengt enkele praktische moeilijkheden mee. De wetgever heeft artikel 118, tweede lid, namelijk tweemaal gewijzigd:

– enerzijds bij de wet van 13 december 2006 ‘houdende diverse bepalingen inzake gezondheid’, waarvan artikel 122 het volgende bepaalde:

“In artikel 118, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd door de wet van 24 december 1999, worden de woorden ‘1° tot 16° en 19°’ vervangen door de woorden ‘1° tot 16°, 19° en 22°’”;

– en anderzijds bij de wet van 26 maart 2007 ‘houdende diverse bepalingen met het oog op de integratie van de kleine risico’s in de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging voor de zelfstandigen’, waarvan artikel 22 het volgende bepaalde:

“In artikel 118, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 december 1999 en het koninklijk besluit van 18 oktober 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° De woorden ‘in artikel 32, eerste lid, 1° tot 16° en 19°’ worden vervangen door de woorden ‘in artikel 32, eerste lid, 1° tot 16°, 19° en 21°’;

2° De woorden ‘in artikel 32, eerste lid, 1° tot 12’ worden vervangen door de woorden ‘in artikel 32, eerste lid, 1° tot 16°, 19° en 21°’;

3° De laatste zin wordt geschrapt”.

Artikel 22 van de wet van 26 maart 2007 heeft geen rekening gehouden met sommige eerder aangebrachte wijzigingen, zodat nu onduidelijk is hoe men de verwijzing in artikel 118, tweede lid, eerste zin, naar de onderverdelingen van artikel 32, eerste lid, van de wet dient te lezen en te interpreteren.

Ook moet het volgende worden vastgesteld in verband met de wijzigingen die in de tweede zin van artikel 118, tweede lid, van de gecoördineerde wet worden aangebracht:

– Voordat die zin was gewijzigd bij artikel 68 van de wet van 24 december 1999 ‘houdende sociale en diverse bepalingen’, luidde hij als volgt: “De keuze van de rechthebbenden bedoeld in artikel 32, eerste lid, 1° tot 12°, bepaalt die van de personen te hunnen laste”;

– bij artikel 68 van de wet van 24 december 1999 is het cijfer “12°” daarin vervangen door het cijfer “16°”, zodat artikel 118, tweede lid, van de gecoördineerde wet dus als volgt moest worden gelezen: “De keuze van de rechthebbenden bedoeld in artikel 32, eerste lid, 1° tot 16°, bepaalt die van de personen te hunnen laste”;

– artikel 22, 2°, van de wet van 26 maart 2007 luidt als volgt: “In artikel 118, tweede lid, van [de gecoördineerde] wet, gewijzigd bij de wet van 24 december 1999 en het koninklijk besluit van 18 oktober 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht: (...) 2° De woorden ‘in artikel 32, eerste lid, 1° tot 12°’ worden vervangen door de woorden ‘in artikel 32, eerste lid, 1° tot 16°, 19° en 21°’”;⁴ men lijkt bij die gelegenheid over het hoofd te hebben gezien dat de verwijzing naar punt 12° reeds was vervangen door een verwijzing naar punt 16°; wat er ook van zij, artikel 118, tweede lid, tweede zin, van de gecoördineerde wet moest dan als volgt worden gelezen: “De keuze van de rechthebbenden bedoeld in artikel 32, eerste lid, 1° tot 16°, 19° en 21°, bepaalt die van de personen te hunnen laste”; dat is de huidige versie van die bepaling, die nu bij artikel 9, 3°, van het voorontwerp wordt gewijzigd;

⁴ De wijziging die in artikel 118, tweede lid, van de gecoördineerde wet is aangebracht bij het koninklijk besluit van 18 oktober 2004 slaat niet op de tweede zin van die bepaling.

– in de wetgevingsdatabanken lijkt men er geen rekening mee te hebben gehouden dat de vermelding “19° en 21°,” in die bepaling is opgenomen. De databank *Justel* maakt er bijvoorbeeld geen melding van.

Om die onduidelijkheden weg te werken zou men dus artikel 118, tweede lid, van de gecoördineerde wet zoals het successievelijk is gewijzigd, moeten vervangen door een tekst met volledige en duidelijke verwijzingen naar de onderverdelingen van artikel 32, eerste lid, van diezelfde wet.

Een gelijkaardige opmerking geldt voor artikel 121 van de gecoördineerde wet, dat bij artikel 10 van het voorontwerp wordt gewijzigd.

Artikel 13

1. De ontworpen tekst machtigt de Koning tot het vaststellen van de regels voor de verwerking van de persoonsgegevens in het kader van de toekenning van een vergoeding aan de kandidaat-gezondheidszorgbeoefenaars en aan hun stagemeeesters, maar het voorliggende voorontwerp bepaalt wel welke dienst verantwoordelijk is voor de gegevensverwerking.

Krachtens artikel 22 van de Grondwet geldt echter voor elke verwerking van persoonsgegevens en, meer in het algemeen, voor elke schending van het recht op het privéleven, dat het beginsel van een uitdrukkelijke wettelijke regeling in acht dient te worden genomen.

De afdeling Wetgeving heeft al meermalen opgemerkt dat, doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, het aan elke burger waarborgt dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering.⁵

Het verlenen van een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettelijkheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de “essentiële elementen” voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld. Bijgevolg moeten de “essentiële elementen” van de verwerking van persoonsgegevens in de wet zelf worden vastgelegd. In dat verband is de afdeling Wetgeving van oordeel dat ongeacht wat de aard van de betrokken aangelegenheid is, de volgende elementen in beginsel “essentiële elementen” uitmaken: 1°) de categorie van verwerkte gegevens; 2°) de categorie van betrokken personen; 3°) de met de verwerking nagestreefde doelstelling; 4°) de categorie van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens; en 5°) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens.⁶

⁵ Zie onder meer advies 68.936/AV van 7 april 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 14 augustus 2021 ‘betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie’, opmerking 101 (*Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55-1951/001, 119, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/68936.pdf>).

⁶ *Ibidem*.

De voorliggende bepaling moet in het licht van deze opmerking worden herzien.

2. De ontworpen bepaling machtigt de Koning tot het vaststellen van de voorwaarden en regels volgens welke een vergoeding kan worden toegekend aan alle of bepaalde categorieën van kandidaat-apothekers-klinisch biologen en hun stagemeesters. Volgens de commentaar bij het artikel is het de bedoeling op die manier een einde te maken aan het verschil in behandeling dat ten opzichte van de artsen-klinisch biologen bestaat hoewel beide categorieën van gezondheidszorgbeoefenaars gelijkaardige verstrekkingen verrichten.

De Koning wordt er ook toe gemachtigd een vergoeding toe te kennen “aan kandidaat-klinisch psychologen, kandidaat-klinisch orthopedagogen en stagemeesters [van de] kandidaat-klinisch psychologen en [van de] kandidaat-klinisch orthopedagogen”.

Uit het ontworpen dispositief blijkt dat het de bedoeling is de kwaliteit van de stage te ondersteunen.

De paragrafen 1 en 2 van het huidige artikel 55 van de gecoördineerde wet, dat gewijzigd wordt bij artikel 13 van het voorontwerp, verlenen aan de Koning de bevoegdheid de voorwaarden en de regels vast te stellen volgens welke een vergoeding kan worden toegekend aan alle of sommige categorieën van kandidaat-huisartsen, kandidaat-specialisten en stagemeesters in de geneeskunde. Hetzelfde geldt voor wat betreft de stagemeesters in de algemene tandheelkunde, in de orthodontie of in de parodontologie.

Zoals ze thans is uitgewerkt, zal de wijziging van het voormelde artikel 55 meerdere verschillen in behandeling doen ontstaan tussen de gezondheidszorgbeoefenaars die in het kader van hun opleiding stage moeten lopen zoals blijkt uit de wet ‘betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen’, gecoördineerd op 10 mei 2015.

Zo wordt bijvoorbeeld niet voorzien in een machtiging aan de Koning voor wat betreft het toekennen van een vergoeding aan kandidaat-tandheelkundigen.

Hetzelfde geldt voor de psychotherapeuten, die krachtens artikel 68/2/1 van de wet van 10 mei 2015, verplicht zijn stage te lopen, alsook voor hun stagemeesters.

Bovendien wordt vastgesteld dat, terwijl de paragrafen 1 en 2 van de huidige versie van artikel 55 van de gecoördineerde wet, alsook paragraaf 1/1, ingevoerd bij artikel 13 van het voorontwerp, de Koning ertoe machtigen om eventueel slechts aan bepaalde categorieën van kandidaten een vergoeding toe te kennen, het ontworpen artikel 55, § 2/1, voorziet in een machtiging aan de Koning die betrekking heeft op de toekenning van een vergoeding aan alle kandidaat-klinisch psychologen, kandidaat-orthopedagogen en hun stagemeesters, zonder onderscheid.

Indien die verschillen in behandeling worden behouden, dienen ze te worden verantwoord in het licht van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie dat vervat ligt in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

3. Zoals is opgemerkt, bepalen de paragrafen 1/1 en 2/1 van het ontworpen artikel 55 van de gecoördineerde wet dat de vergoedingen die erin worden geregeld ertoe strekken “de kwaliteit van de stage te ondersteunen”.

Bovendien staat in dezelfde paragrafen dat de voorwaarden en de regels die de Koning kan vaststellen voor het toekennen van vergoedingen “de modaliteiten van verwerking van persoonsgegevens” omvatten.

Die preciseringen staan niet in de bestaande paragrafen 1 en 2 van artikel 55.

Indien het de bedoeling is dat alle vergoedingen waarin artikel 55 voorziet, enerzijds ertoe strekken de kwaliteit van de stage te ondersteunen en, anderzijds, de verwerking van persoonsgegevens van de kandidaten voor de betrokken beroepsgroepen en van de betrokken stagemeesters inhouden, dienen die preciseringen ook te worden aangebracht in de paragrafen 1 en 2 van de bepaling die gewijzigd wordt. Zo niet moet de steller van het voorontwerp in staat zijn de verschillende regelingen die uit de voorgenomen wijziging zouden voortvloeien, te rechtvaardigen.

Artikel 18

De woorden “van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994” moeten worden vervangen door de woorden “van dezelfde wet”.

Artikel 19

1. In de commentaar bij artikel 19 staat meer bepaald het volgende:

“Met het oog op de toepassing van de schorsingsprocedure van de uitbetalingen in het kader van de derdebetalersregeling (artikel 77*sexies*), kunnen eveneens alle bankrekeningnummers waarvan een zorgverlener titularis is, worden verkregen.”

Naar luid van het ontworpen artikel 150/1, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wet kunnen evenwel enkel “de nodige gegevens voor de identificatie van de titularis van de bankrekening waarop de betalingen van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging worden verricht” opgevraagd worden bij het centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten van de Nationale Bank van België of bij een bank-, wissel-, krediet- of spaarinstelling, en niet die welke betrekking hebben op alle bankrekeningen van de zorgverleners.

Het dispositief behoort te worden herzien en, in voorkomend geval dienovereenkomstig te worden aangepast.

2. Krachtens artikel 22 van de Grondwet, artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en artikel 6, lid 3, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ moet de verwerking van persoonsgegevens zoals die waarin wordt voorzien in het ontworpen artikel 150/1, § 1, van de gecoördineerde wet, worden geregeld door een duidelijke en nauwkeurige regelgeving, waarvan de toepassing voor de betrokkenen voorzienbaar moet zijn.

Het staat over het algemeen aan de wetgever om op voldoende nauwkeurige wijze te omschrijven onder welke voorwaarden en in welke omstandigheden de verwerking van persoonsgegevens plaatsvindt door de essentiële elementen van die verwerking vast te stellen.

Wat dat betreft, blijkt *in casu* dat de termijn voor het bewaren van de bankgegevens die het inspecterend personeel van de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle in het kader van zijn controleopdracht en krachtens de voorliggende bepaling heeft verkregen, wordt vastgesteld bij artikel 146ter van de gecoördineerde wet.

Die termijn stemt overeen met de termijn voor het bewaren van het elektronisch dossier, namelijk de termijn die is vastgesteld bij artikel 146ter, § 3, tweede lid, van de gecoördineerde wet:

“De bewaring van het elektronisch dossier wordt verzekerd gedurende dertig jaar of totdat alle rechtsmiddelen van elke lopende procedure waarop de op deze drager bewaarde gegevens betrekking hebben, uitgeput zijn. De bewaartermijn van dertig jaar betreft enkel de dossiers die het voorwerp uitmaakten van een procedure voor de organen bedoeld in artikel 143 en 144. Voor de andere dossiers, is de bewaartermijn beperkt tot tien jaar te rekenen vanaf het sluiten van het dossier.”

De termijn van respectievelijk dertig of tien jaar voor het bewaren van de gegevens moet berusten op een pertinente verantwoording die de steller van het ontwerp moet kunnen geven.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT